

PRÉSENTATION D'ENSEMBLE

par

François Ricard et Jane Everett

Cet article et ceux qui suivent résultent d'un travail collectif réalisé entre l'automne 1987 et le début de 1991 par une petite équipe de professeurs et d'étudiants du Département de langue et littérature françaises de l'Université McGill, grâce à une subvention (n° 88-EQ-3764) du Fonds FCAR. Les textes rassemblés ici n'ont pas pour but de livrer les résultats finals et complets de l'étude, mais seulement d'en donner un bref aperçu à l'intention des autres chercheurs que le même problème ou des problèmes voisins pourraient intéresser.

Le présent article expose d'abord les grandes lignes du projet lui-même, c'est-à-dire les questions qui l'ont guidé, la procédure suivie et certaines des conclusions partielles où nous sommes parvenus. Ces considérations servent en quelque sorte d'introduction aux six études particulières qui viennent ensuite et qui, portant sur autant de périodiques différents, présentent une synthèse des dépouillements et analyses dont chacun de ces périodiques a fait l'objet jusqu'ici.

Le projet d'étudier l'idée de littérature au Québec durant les années de la crise et de la Deuxième Guerre mondiale s'inspire d'un certain nombre de préoccupations et de problématiques apparues récemment dans les études québécoises.

L'une est l'intérêt grandissant que suscitent les années 1930-1945. Depuis une ou deux décennies, en effet, historiens et

autres spécialistes des sciences humaines (Bélanger, 1974, 1977; Dumont, Hamelin et Montminy, 1978, 1981; Hamelin et Gagnon, 1984; Lévesque, 1984; Linteau, Durocher, Robert et Ricard, 1989) se sont mis à «redécouvrir» en quelque sorte cette période et à y voir non seulement un moment particulièrement riche de l'histoire du Québec, dont la réalité a fort peu à voir avec le cliché de la «grande noirceur» qui en a longtemps influencé l'interprétation, mais un tournant majeur dans l'évolution de la société québécoise contemporaine.

Globalement, deux aspects de ces années leur confèrent une certaine unité et justifient de les aborder comme une seule période. Le premier est l'agitation continue qui les caractérise, non seulement au Québec mais dans l'ensemble de l'Occident, dont les influences pénètrent la société québécoise comme jamais peut-être elles ne l'avaient fait jusqu'alors. La crise puis la guerre, en effet, créent toutes deux une conjoncture éminemment instable, mouvementée, singulièrement propice aux ruptures, aux changements et aux débats de tous ordres touchant aussi bien l'économie que la politique, la vie sociale que l'activité culturelle. Sur le plan idéologique, l'effervescence et la prolifération des discours sont telles que cette période a pu être décrite comme une sorte de Révolution tranquille avant la lettre (Dumont *et al.*, 1978, p. 1; Linteau *et al.*, 1989, p. 20). Tout devient matière à discussion, le climat est à l'inquiétude et à la critique, à l'exaspération des conflits et à l'invention de programmes nouveaux. L'époque, en somme, apparaît typiquement comme une phase de *transition*, où le choc de l'ancien et du nouveau revêt une intensité toute particulière.

Cette agitation favorise ce qui apparaît comme le second phénomène caractéristique de ces années: la mise en cause de la tradition et l'accélération du processus dit de modernisation. Visible surtout durant la guerre mais se préparant déjà au cours des années 1930, cette évolution affecte toutes les dimensions de la société et se traduit notamment par une série de nouveautés où s'annoncent directement les décennies à venir: critique plus poussée du capitalisme et montée des idéologies de remplacement, transformation du rôle de l'État, redéfinition et politisation du nationalisme canadien-français, première émancipation des femmes (Dumont, Jean, Lavigne et Stoddart, 1985), essor du divertissement urbain (Hébert, 1981), de la culture de consommation et des nouveaux moyens de

communication (Lavoie, 1971, 1986; Véronneau, 1979), etc. Dans l'idéologie et la culture, les doctrines traditionnelles, tout en conservant une sorte de prééminence officielle et en se systématisant pour faire face aux exigences de la situation, subissent en même temps l'assaut de contestations de mieux en mieux articulées, inspirées par une volonté de renouveau qui prépare déjà les grandes ruptures d'après-guerre, si bien que ces années se présentent globalement, dans presque tous les secteurs de l'activité littéraire et artistique, comme celles de «l'avènement de la modernité culturelle au Québec» (Lamonde et Trépanier, 1986).

En ce qui concerne plus strictement la littérature, divers travaux récents d'histoire et de critique (Allard, 1986, 1991; Blais, 1975, 1986; Giguère, 1984; Marcotte, 1980; Michon, 1986, 1987, 1988; Robert, 1989) ont aussi commencé à mieux documenter et interpréter cette période, que semblent également caractériser, à cet égard, une ébullition et un dynamisme qui dépassent nettement ce qu'on a pu voir durant les décennies précédentes. Ce climat nouveau touche l'ensemble de l'institution littéraire québécoise, c'est-à-dire à la fois les appareils et les codes qui structurent et règlent la production, la consécration et la consommation des œuvres. Là encore, cette transformation irait dans le sens d'un mouvement général de modernisation, ce qui confère à ces années l'aspect d'une rupture, ou du moins d'un moment crucial où sont jetées les bases matérielles et formulées les grandes données discursives sur lesquelles s'édifiera la littérature québécoise des décennies suivantes, et donc la littérature québécoise d'aujourd'hui.

Sur le plan des appareils, en effet, il ressort des études récentes (Robert, 1983, 1989; Lamonde, 1991) que les années 1930 marqueraient en quelque sorte l'aboutissement ou la consolidation d'une longue et lente évolution commencée au milieu du siècle dernier, et par laquelle la littérature québécoise se dotait peu à peu des «infrastructures» nécessaires à son existence, qu'il s'agisse d'un public alphabétisé suffisamment large et intéressé, d'un réseau minimal de librairies et de bibliothèques, d'une «masse critique» d'auteurs conscients de leurs intérêts, etc. Ainsi, c'est pendant la crise que se constitue véritablement au Québec le monde de l'édition littéraire indépendante, avec l'apparition d'un ensemble de maisons laïques «professionnelles» que la guerre vient bientôt multiplier

et consolider, en leur imprimant un essor qui, même s'il dure peu, rompt définitivement avec la rareté et la pauvreté des époques antérieures (Giguère et Michon, 1985; Robert, 1983). De même, la prolifération des journaux et des revues, jointe à la montée des mass-média (cinéma parlant, radio, littérature populaire) et à la circulation accrue des idées et des modèles en provenance de l'étranger, modifie la composition et les attentes du public, tout en fournissant aux auteurs et aux critiques une indépendance plus large que par le passé. Sans qu'on puisse parler d'autonomisation véritable et complète, loin de là, il reste que le milieu littéraire québécois gagne alors une plus grande mesure d'autosuffisance matérielle et décisionnelle, en se libérant de plus en plus, à l'intérieur, du contrôle des instances politiques et religieuses, et en dépendant de moins en moins, à l'extérieur, de l'édition et de la diffusion françaises, surtout pendant la guerre.

Cette évolution des appareils n'est toutefois qu'un aspect de la transition que représente cette période. Tout aussi importante paraît l'ébullition qui affecte au même moment les codes littéraires, c'est-à-dire l'ensemble des concepts et des normes plus ou moins explicites par lesquelles la littérature se trouve définie, légitimée et évaluée. Durant les années 1930 surtout, qui sont par excellence «l'âge de la critique» (Robert, 1989, p. 199), c'est-à-dire «le temps d'une longue interrogation» (Allard, 1991, p. 28) sur la nature et les fonctions de la littérature, et sur celles de la littérature canadienne en particulier, ces codes font l'objet d'un débat passionné, suscitant les réflexions et les remises en question venues tout autant des créateurs eux-mêmes que de la critique et des autres instances au sein comme en dehors de l'institution. Quoique les passions s'apaisent quelque peu à la faveur de la guerre, l'effort de pensée et de formulation, quant à lui, se prolonge et même s'amplifie, grâce au «boom» de l'édition et à l'intensification de la vie intellectuelle qu'entraînent le retour de la prospérité et la multiplication des échanges avec la France, surtout par l'intermédiaire des émigrés installés ici même et aux États-Unis.

Globalement, les années 1930-1945 apparaissent ainsi comme une période au cours de laquelle les discussions et les prises de position sur la littérature ne cessent pour ainsi dire jamais et prennent, surtout, une ampleur rarement vue jusqu'alors. Ce sont à cet égard des années de questionnement et

de recherche aussi fébrile que constante, de contestation, d'innovation, qui se manifestent non seulement dans les formes et les contenus des oeuvres publiées, mais aussi, et avec autant d'évidence, dans la lecture et la réception que ces oeuvres rencontrent, de même qu'à travers l'ensemble des discours qui ont alors pour objet la littérature, son statut, sa nature, sa destination, ses normes, son évolution.

C'est donc à la progression et aux enjeux de ce débat que s'intéresse notre étude, qui voudrait contribuer à une meilleure connaissance de la littérature québécoise des années 1930-1945 en tentant de reconstituer en quelque sorte le paysage discursif dans lequel s'écrivent, se lisent et s'évaluent les oeuvres de ce temps. Pour ce faire, nous avons pris pour objet non pas ces oeuvres elles-mêmes, mais bien l'ensemble des idées et des normes qui, dans le moment et le contexte particuliers du Québec de cette époque, visent à comprendre, à définir ou à orienter la littérature et, ce faisant, en déterminent plus ou moins directement la production autant que la réception. En d'autres mots, il s'agit d'aider à éclairer, pour la littérature québécoise de cette période, ce que la critique et l'histoire littéraires, à la suite de Jauss (1978, p. 49), appellent l'«horizon d'attente» ou «le système de références objectivement formulable» à l'intérieur duquel cette littérature s'est alors élaborée et comprise, en autant qu'un tel système de références est considéré comme le lieu d'un débat permanent, c'est-à-dire dynamique et changeant.

A cette fin, les journaux et les revues constituent, pour une époque comme celle qui nous intéresse, une source d'information privilégiée. Car c'est là, certainement, que s'exprime avec le plus de spontanéité, de richesse et de clarté le discours public sur la littérature, et que l'on a donc les meilleures chances de pouvoir en saisir toute la complexité, les modulations, les conflits. D'où la multiplication, ces dernières années, des études sur l'histoire de la littérature québécoise fondées précisément sur ce type de documentation et portant soit sur la même période que la nôtre (v.g. Francoli, 1983; Giguère, 1983; Giroux, 1980; Hayward, 1988; Michon, 1985; Moisan, 1983b; Pelletier, 1972), soit sur des périodes plus anciennes (v.g. Chassay, 1984; Gallays, Simard et Wyczynski, 1987; Hayne, 1983; Lemire, 1986; Robidoux, 1983) ou plus récentes

(v.g. Gauvin, 1975a; Landry, 1988; Marcotte, 1985; Nardout-Lafarge, 1986).

Toutes ces études, il va sans dire, nous ont aidés à mettre au point notre méthode de travail, bien qu'il en soit peu, parmi elles, qui aient une portée aussi étendue que celle que nous voulions donner à la nôtre, la plupart se concentrant plutôt sur l'histoire d'un seul périodique. Quant à nous, nous souhaitons adopter une optique beaucoup plus globale, sur un plan à la fois temporel et spatial. Nous visions en effet à reconstituer le débat sur la littérature tel qu'il avait pu se dérouler (a) sur une période relativement étendue (les quinze années de la crise et de la guerre), et (b) dans l'espace ou le «champ» général formé par *l'ensemble* des périodiques québécois intéressés de quelque manière à la littérature.

En principe, donc, notre corpus était constitué de toutes les livraisons de tous les périodiques publiés au cours des années 1930-1945 dans lesquels la littérature occupe une certaine place. Mais il va de soi qu'une telle totalité ne pouvait pas être étudiée directement et dans le détail, du moins avec les moyens dont nous disposions. C'est pourquoi, en pratique, nous avons dû procéder à un double échantillonnage portant, d'une part, sur le corpus et, de l'autre, sur la période.

Parmi les règles ayant présidé à l'établissement du petit échantillon de périodiques effectivement étudiés, la première était évidemment la représentativité, seul moyen d'assurer à notre étude un minimum de validité. A partir d'un dépouillement systématique de l'inventaire de Beaulieu et Hamelin (1973-1987), nous avons d'abord déterminé pour notre période trois catégories ou types de publications devant figurer dans l'échantillon: (a) des *journaux*, quotidiens ou hebdomadaires, faisant surtout de l'information générale mais s'intéressant aussi aux débats d'idées et aux questions culturelles, du moins au sens large du terme; (b) des *revues* littéraires ou intellectuelles, telles que définies par Moisan (1983a), c'est-à-dire se consacrant principalement aux idées, aux livres, aux auteurs et à diverses questions de culture; et (c) des *magazines* et autres mensuels d'intérêt général, destinés au grand public lecteur, principalement urbain. Vu l'objet de notre étude, la seconde catégorie, celle des revues, s'est trouvée forcément sur-représentée. Enfin, pour ce qui est du lieu de publication, certes

Montréal devait dominer, mais une place devait aussi être faite à Québec.

Par ailleurs, comme l'étude se voulait longitudinale et visait à suivre l'évolution du débat sur la littérature pendant toute la période de la crise et de la guerre, nous avons privilégié les périodiques qui ont continué d'être publiés sans interruption tout au long de ces quinze années. Cependant, cette seconde règle a dû souffrir quelques exceptions, si nous voulions respecter la première. Dans le cas des revues littéraires et intellectuelles, en effet, dont la brièveté est souvent un trait éminemment significatif, il a fallu accepter qu'un bon nombre des titres retenus ne couvrent pas toute la période. Toutefois, nous avons pu «fabriquer» quelques séries manquantes en considérant certaines paires de périodiques comme formant un tout continu.

Ces règles ont permis la constitution d'un échantillon comprenant les seize séries suivantes:

(a) JOURNAUX

1. *L'Action catholique* (quotidien, Québec, 1907-1973)
2. *Le Canada* (quotidien, Montréal, 1903-1954)
3. *Le Devoir* (quotidien, Montréal, depuis 1910)
4. *La Patrie* (quotidien, Montréal, 1878-1957)
5. *Le Quartier latin* (hebdomadaire, Montréal, 1895-1969)

(b) REVUES

1. *L'Almanach de la langue française* (annuel, Montréal, 1916-1935) et *l'Action nationale* (mensuel, Montréal, depuis 1933)
2. *Amérique française* (irrégulier, Montréal, 1941-1964)
3. *Authors Bulletin / Canadian Authors'* (mensuel, Montréal et Ottawa, 1923-1968) et le *Bulletin de la Société des écrivains canadiens* (irrégulier, Montréal, 1936-1973)
4. *Le Canada français* (trimestriel, Québec, 1918-1946)
5. *Gants du ciel* (trimestriel, Montréal, 1943-1946)
6. *Les Idées* (mensuel, Montréal, 1935-1939)
7. *La Relève* (mensuel, Montréal, 1934-1940) et *la Nouvelle Relève* (mensuel, Montréal, 1940-1948)
8. *La Revue dominicaine* (mensuel, Saint-Hyacinthe, 1895-1961)
9. *Le Terroir* (mensuel, Québec, 1918-1940)

(c) MAGAZINES

1. *La Revue moderne* (mensuel, Montréal, 1919-1960)
2. *La Revue populaire* (mensuel, Montréal, 1907-1963)

Les ressources et le temps nous manquant pour des dépouillements complets, qui se seraient étendus sur toute la durée de la période, nous avons procédé, là encore, à un second échantillonnage, de nature temporelle cette fois, en pratiquant un certain nombre de coupes transversales à l'intérieur des quinze années à étudier. Trois moments ont ainsi été considérés, qui se situent respectivement au début (1930-1931), vers le milieu (1936-1937) et en fin (1943-1944) de période. Pour chaque périodique, ces trois années ont donc été systématiquement dépouillées et analysées, allant chacune du début de juin à la fin de mai, ce qui nous semblait mieux correspondre à la logique des «saisons littéraires» que le simple découpage d'après l'année civile.

Les dépouillements ont consisté à relever et classer, en lisant chacune des livraisons du périodique en question, tout ce qui concerne la littérature: textes de création, recensions, chroniques, opinions et commentaires, reportages, articles de fond, publicités, etc., qu'ils figurent ou non dans une section clairement identifiée comme littéraire. En plus de permettre le rassemblement des données à analyser, un tel relevé débouchait sur une description générale du périodique et sur une première évaluation à la fois quantitative et qualitative de la place faite à la littérature.

Quant aux analyses, elles ont eu pour but d'interpréter le contenu et la forme du matériel ainsi recueilli et classé, en répondant à un ensemble de questions relatives aux positions métalittéraires du périodique, compte tenu de son orientation idéologique, du public auquel il s'adresse et de son personnel de direction et de rédaction. Certaines de ces questions concernaient la littérature en général (création et critique): la manière dont sa nature, ses fonctions et ses relations avec d'autres instances de la société sont définies et comprises, le traitement des différents genres, les modèles et valeurs proposés, les critères de lecture et d'évaluation, etc. D'autres questions portaient plus spécifiquement sur la littérature canadienne (ou canadienne-française): son existence et sa «viabilité», ses particularités, ses oeuvres et ses écrivains majeurs, ses rapports avec les littératures

étrangères et surtout avec la littérature française, etc. Enfin, une attention particulière allait à ce qu'on peut appeler la conscience de crise: les rédacteurs ont-ils le sentiment que la littérature (ou la culture) traverse une période de transition? Si oui, comment l'interprètent-ils? Dans quel sens le changement leur semble-t-il aller? Quelle est leur attitude devant le «moderne»? Comment, en somme, analysent-ils leur propre temps et leur propre situation littéraires?

Chaque périodique a donc fait l'objet de trois rapports séparés, un pour chacune des années étudiées¹. Ces rapports constituent, si l'on veut, la matière de base à partir de laquelle trois types de synthèses deviennent possibles. (a) On peut d'abord suivre diachroniquement l'évolution particulière de chaque périodique au cours de la période. (b) On peut aussi effectuer des synthèses synchroniques qui dressent, pour chacune des trois années étudiées, un tableau d'ensemble du «champ» des périodiques, à la manière de celui de Boschetti (1985) pour la France de l'immédiat après-guerre ou de ceux de Gauvin (1975b), de Nardout-Lafarge (1986) ou de Landry (1988) pour le Québec contemporain; ces tableaux, en décrivant la structuration dynamique du champ, la position relative qu'y occupe chaque périodique (et le type de discours qu'il tient sur la littérature) ainsi que les relations de conflit ou de complémentarité qu'il entretient avec ses voisins, devraient permettre de mieux comprendre l'état et le fonctionnement du système des codes littéraires à chacun des moments ainsi visés. (c) Enfin, une étude de la série formée par ces tableaux synchroniques pourra aider à dégager l'évolution d'ensemble des idées sur la littérature entre 1930 et 1945 telle qu'elle se reflète dans le monde des périodiques.

A l'heure qu'il est, ces deux derniers types de synthèses restent encore à compléter. Les articles qui suivent offrent des vues particulières de six des périodiques étudiés, soit deux journaux (*le Canada*, *le Quartier latin*), trois revues (*le Canada français*, *l'Action nationale*, *la Revue dominicaine*) et un magazine (*la Revue moderne*). Rédigé à partir des trois rapports préalables dont chacun de ces périodiques a déjà fait l'objet,

¹ Ces rapports (qui comprennent, en annexe, un relevé de tous les textes à incidence littéraire pour chacune des trois années étudiées) sont disponibles. On peut en obtenir copie en s'adressant à Jane Everett ou François Ricard, Département de langue et littérature françaises, Université McGill, 3460 rue McTavish, Montréal H3A-1X9.

chaque article décrit sommairement le statut du périodique, de même que ses positions en matière littéraire et l'évolution de ces positions au cours de la période. On lira donc cette suite de textes comme un premier pas vers les synthèses plus larges auxquelles vise ultimement notre étude.

Il est encore trop tôt, par conséquent, pour tirer des conclusions vraiment fondées. Toutefois, deux ou trois idées d'ensemble nous semblent pouvoir être dégagées du travail accompli jusqu'ici.

On est frappé tout d'abord, en étudiant ces quinze années, par l'intensité même du débat autour de la littérature dans la presse périodique. Contrairement à ce qui a pu se dire récemment (Hayward, 1988), les années 1930 ne semblent pas marquer un recul du rôle des revues et des journaux dans la réflexion et la discussion littéraires, bien au contraire. Même si le nombre d'ouvrages critiques et d'essais augmente grâce à la consolidation du réseau d'édition, c'est encore dans la presse, très largement, que s'élaborent et se débattent les idées à propos de la littérature. L'abondance des interventions, la variété des points de vue, la multiplication des instances et des agents ayant part aux échanges en témoignent.

Ce pluralisme accru, cette diversification des opinions entraînent une nette complexification des questions héritées de la période précédente. A la polarisation plus ou moins rigide dont s'accompagnait la querelle dite du régionalisme succède en effet une sorte d'éclatement, qui fait que les «camps» sont moins facilement identifiables et les lignes de démarcation beaucoup plus confuses ou perméables. S'il est vrai que certains individus ou que certains périodiques s'opposent les uns aux autres ou défendent des positions différentes, sinon contraires, il reste que la stabilité de ces oppositions est toujours fragile, tantôt valant sur tel point mais non sur tel autre, tantôt se modifiant avec le temps, tantôt encore laissant amplement place aux positions intermédiaires ou ambiguës.

Intensité et complexité seraient donc les premières caractéristiques du débat sur la littérature pendant cette période, elle-même marquée, comme nous l'avons dit, par un climat général de crise et d'ébullition idéologique sans précédent. Et ces caractéristiques, en elles-mêmes, sont déjà un indice de modernisation, dans la mesure où elles favorisent, ou en tous

cas rendent de plus en plus possible une certaine problématisation du discours (méta)littéraire canadien-français tel qu'il s'était constitué ou «axiomatisé» depuis le tournant du siècle (Robert, 1989).

Cela dit, il ne faut pas imaginer cette période comme une rupture absolue. En fait, si l'on tente de dégager de la presse québécoise les grands enjeux qui dominent alors le débat littéraire, force est de constater qu'ils ne diffèrent pas sensiblement de ceux qui avaient cours depuis un bon demi-siècle au moins. Deux de ces enjeux frappent notamment par leur persistance: la question du «moderne» et celle du «national».

Tout au long de la période, en effet, on observe l'émergence de plus en plus marquée, dans le discours littéraire québécois, de normes et de conceptions liées à la «modernité», c'est-à-dire aux pratiques et aux théories caractérisant la littérature et l'art nouveau dans l'ensemble de l'Occident, et en particulier dans la France de l'entre-deux-guerres. Au risque de simplifications abusives, disons pour les besoins de l'exposé que cette modernité implique notamment, dans le contexte du Québec de cette époque: une conscience plus aiguë de l'autonomie du littéraire, notamment à l'égard de la morale et de la religion; une attention accrue à la forme des énoncés plutôt qu'à leur contenu; une affirmation de la liberté de l'écrivain et du droit à la subjectivité; une valorisation de la rupture et de la «novation» (Allard, 1986) aussi bien sur le plan esthétique qu'idéologique. A ces traits, il faudrait ajouter: une préoccupation pour l'«universel», au détriment ou du moins au-dessus du souci strictement national.

Or la «canadianité» reste par ailleurs un autre enjeu littéraire majeur de ces années. Maintenant que s'est apaisée la querelle du régionalisme, on continue un peu partout à vouloir définir les conditions d'une littérature vraiment nationale, surtout par rapport à sa référence la plus prégnante: la littérature française contemporaine. Le regain de ferveur nationaliste qui marque toute la vie politique et idéologique de l'époque trouve ici l'une de ses expressions les plus éloquentes.

Nous pensons donc qu'il est possible d'analyser le débat sur la littérature qui se déroule au cours de ces années en y privilégiant ces deux conflits impliquant, d'un côté, la «modernité» et, de l'autre, la «canadianité». L'un oppose des

définitions traditionnelles de la littérature à des conceptions plus proches de celles qui ont cours au même moment dans les milieux «avancés» de France. L'autre oppose l'idée d'une littérature locale alignée sur l'ensemble du mouvement littéraire contemporain, avant tout français mais aussi américain, à celle d'une littérature «originale», aux marques régionales fortement accusées.

Certes, ainsi que nous l'avons dit, ces deux conflits n'ont rien de neuf; ils se déroulent en fait depuis la deuxième moitié du XIXe siècle. Cela dit, les années 1930-1945 n'en représentent pas moins, à cet égard, une étape nouvelle. D'abord, comme nous y avons déjà insisté, par l'intensité du débat lui-même, qui n'a jamais par le passé été aussi vif ni aussi soutenu. C'est comme si ces vieilles questions revêtaient, dans le contexte de la crise et de la guerre, une actualité ou une urgence nouvelle qui fait qu'on ne peut plus les éviter et que chacun doit prendre position à leur sujet dans un sens ou dans l'autre.

Mais ce qui fait sur ce plan la véritable originalité de l'époque, c'est la manière nouvelle dont ces questions se posent et, surtout, s'articulent l'une à l'autre. Tandis que le «moderne» et le «canadien» avaient toujours été vus jusqu'alors comme plus ou moins antagonistes, ou en tout cas comme très difficilement conciliables, dans la mesure où la modernité était par définition «française» ou «étrangère», on voit émerger à partir des années 1930, chez de plus en plus d'écrivains et de critiques, une volonté de synthèse plus pressante qu'auparavant. Un peu comme on se penche, dans d'autres quartiers (ou dans les mêmes), sur les rapports entre le «social» et le «national», de même la nécessité est ressentie un peu partout, en littérature, non seulement de prendre position à la fois sur la double exigence de modernité et de canadianité, mais aussi de trouver des voies pour résoudre ou dépasser cette opposition. Certes, la résistance à toute forme de nouveauté au nom de l'intégrité nationale se manifeste encore fréquemment et puissamment. Certes, on rencontre aussi, quoique moins souvent, des «exotistes» non repentis. Mais entre ces deux extrêmes, s'expriment de plus en plus ouvertement le refus de choisir une exigence au détriment de l'autre et le besoin d'inventer plutôt des synthèses ou des «troisièmes voies» qui les respectent toutes deux également. Les efforts en ce sens, par des stratégies souvent diverses, voire même imprévues, se faisant de moins en moins rares, un

«moderne canadien» ou un «canadien moderne» deviennent moins improbables, plus aisément concevables que par le passé.

Cette tendance à la synthèse doit d'ailleurs être liée — autre phénomène notable de la période — à une certaine dédramatisation de chacune des deux questions prises séparément. De plus en plus, en effet, à mesure qu'on avance dans l'époque, les discussions sur la modernité perdent de leur mordant, les convictions de part et d'autre s'émeussent, et il se crée un peu partout une sorte de consensus mou qui accepte le «moderne» — du moins dans ses manifestations «modérées» — comme une exigence *normale* à laquelle toute littérature est appelée à répondre. L'opinion reste divisée entre radicaux et conservateurs, entre les tenants de l'audace et ceux de la prudence, mais leurs divergences portent de moins en moins sur la possibilité ou la nécessité même du moderne que sur ses définitions et sur la manière ou le degré de ses manifestations.

Une entente semblable tend aussi à s'établir sur le front de la «canadianité». Certes, les déclarations en faveur d'une littérature spécifiquement canadienne se font toujours entendre, mais elles ne sèment plus comme naguère la discorde entre les négateurs, partisans de l'universel, et ceux qui réclamaient à toute force la «nationalisation» du littéraire d'ici. La nécessité et même l'existence d'une littérature proprement canadienne font progressivement l'unanimité. Les débats concernant la définition ou les orientations d'une telle littérature, ainsi que le «conflit des codes» (Belleau, 1986) locaux et français dans l'idée même que l'on s'en fait, restent vifs. Pour l'essentiel, cependant, c'est-à-dire quant au *principe* de l'existence d'une littérature canadienne distincte de celle de France, on peut dire que la polémique peu à peu s'éteint.

La conjoncture éditoriale et littéraire tout à fait exceptionnelle instaurée par la Deuxième Guerre mondiale précipitera, bien sûr, cette «normalisation» du moderne et du national, tout en favorisant la résolution ou l'apaisement du conflit qui avait pu les opposer jusque-là. De façon générale (et un peu cavalière, nous en convenons), on peut dire en effet que les années d'après-guerre marqueront, dans les lettres québécoises, sinon le triomphe du modernisme, du moins son acceptation de plus en plus étendue de la part des écrivains et des critiques qui seront alors les définisseurs les plus influents de la littérature d'ici. C'est cela, entre autres, qu'on appellera «le grand dégel

esthétique» (Mailhot et Nepveu, 1986, p. 18) des années 1945-1960, pendant littéraire de l'«impatience» qui se manifeste au même moment dans tout le champ idéologique (Linteau *et al.*, 1989). De même, en dépit des interrogations (plus ou moins rhétoriques) qu'elle continuera de susciter, et malgré la précarité de ses bases matérielles, l'existence d'une littérature canadienne originale ne fera plus guère problème après l'épisode de *la France et nous* (voir Marcotte, 1986).

Mais c'est dès les années 1930, en fait, que l'on peut voir cette transformation se préparer — ou se chercher — non seulement dans les pages de *la Relève*, de *l'Ordre* ou du *Journal* de Jean-Charles Harvey, mais aussi dans celles de plusieurs autres périodiques moins «engagés», plus louvoyants, si l'on veut, mais qui n'en reflètent peut-être que mieux les variations, les incertitudes et la lente évolution de l'opinion. Là se manifestent notamment des auteurs comme Albert Pelletier, Jean Bruchési, Rex Desmarchais, Alfred DesRochers, Jovette Bernier, ou un animateur comme Henri Girard, pour ne mentionner que ceux-là, qui tous, en témoignant des interrogations et des ambitions de leur temps, jouent dans ce processus de transformation un rôle qu'on n'a peut-être pas suffisamment apprécié jusqu'ici. C'est pourquoi, si notre étude favorisait un vaste réexamen de cette période de transition au cours de laquelle se mettent en place les bases discursives de la littérature québécoise actuelle, nous estimerions avoir pleinement atteint nos buts, quitte à voir infirmées les interprétations que nous ne donnons ici que pour ce qu'elles sont: des hypothèses.